



CCI FRANCE
MADAGASCAR

Réunir pour mieux réussir

L'ÉCO

de la semaine

13 Juillet au 19 Juillet 2024

SOMMAIRE

Marché du travail - La Pièce d'identité de Marin pour bientôt	2
Filière riz : Plus de 100 000 paysans adoptent la technique PAPriz	2
Carburant : La vérité des prix, appliquée à partir de ce mois	3
Madagascar – 39 225,7 tonnes de pierres fines industrielles exportées en 2023	3
Inclusion financière - L'accès aux services financiers reste limité.....	4
Médias et développement - Les Japonais partagent leurs expériences	4
Développement durable : Engagement des entreprises malgaches pour l'atteinte des ODD	5
Investissements : L'Assemblée générale d'Africa 50, prévue à Madagascar en septembre	5
Parfum et huiles essentielles - La filière Ylang-Ylang se réorganise.....	6
Organisme régional - Edgard Razafindravahy à la tête de la COI	6
Groupe de la BAD : Mise en garde contre l'importation massive de denrées alimentaires	7
Dette publique : Un niveau de surendettement modéré pour Madagascar	8
« Tsenan'ny mpamokatra » : Les produits agroécologiques en promotion	9
Projet Mionjo : un soutien renforcé aux ménages du sud de Madagascar	9
Frontières - Le passage en douane simplifié.....	10
Consommation - La hausse des prix du carburant est à jauger	10
Antsiranana - Bientôt une première foire de l'agriculture	11
Production de légumes bio : La commune Ambohijanaka vise le marché international.....	11
Échanges - Les relations commerciales franco-malgaches tiennent le cap.....	12
Métal jaune - L'or continue son envolée	13
Réformes économiques et sociales : De bonnes pratiques en Afrique Subsaharienne, selon le CPIA	13
Parc national d'Isalo : Intégration prochaine dans le réseau mondial des Géoparcs de l'UNESCO.....	14
Honneur au « Vita Malagasy » : les fromages des hautes terres conquièrent les chalands	14
Ambanja - projet ODOF - Une usine de cacao entre en service	15
Filière vanille - Les inscriptions à l'agrément ouvertes	15
Gestion des déchets - Du biogaz à partir des ordures d'Andralanitra	16
AGOA - Les secteurs prioritaires à développer	16
Black-out à Toamasina - Les activités économiques presque à l'arrêt.....	17

Marché du travail - La Pièce d'identité de Marin pour bientôt

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 13 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les marins vont pouvoir bénéficier de leur « pièce d'identité ». Selon le ministère des Transports et de la Météorologie, « L'État s'est engagé pour cette année à faire en sorte que les marins qui travaillent à l'étranger disposent de la PIM (Pièce d'identité de Marin) », indique le département dans un communiqué, hier. Près de onze mille marins malgaches sont recensés, et cinq mille d'entre eux travaillent à l'étranger. La possession de cette pièce permettra, selon le ministère du Transport, d'augmenter la crédibilité du marin, surtout à l'international. « La possession d'une PIM renforcera la confiance des employeurs et des contribuables, ainsi que les propriétaires de navires. Cela augmentera également la confiance des autres pays vis-à-vis des marins malgaches », indique le département. Lors de la consultation nationale du Conseil national tripartite du travail maritime (CNTTM), cette question avait été soulevée. L'on avait alors rassuré les professionnels de ce secteur que cela ne saurait plus tarder et que cela se fera pour cette année. Le ministère du Transport indique d'ailleurs que « Les lois internes qui définissent et régissent la PIM à Madagascar sont déjà en place et effectives » et que « Cela permet de procéder aux différentes étapes techniques ».

La Grande île est d'ailleurs signataire de la convention internationale de l'OIT numéro 185. Elle porte sur les

pièces d'identité des gens de mer. Dans cette convention, on peut lire dans l'article 2 que « Tout Membre pour lequel la présente convention est en vigueur doit délivrer à chacun de ses ressortissants exerçant la profession de marin qui en fait la demande une pièce d'identité des gens de mer conforme aux dispositions de l'article 3 de la convention ».



La convention de partenariat pour l'impression de ces pièces d'identité de Marin a été signée jeudi au ministère du Transport à Anosy, entre l'Agence portuaire maritime et fluviale ainsi que la Police nationale.

Filière riz : Plus de 100 000 paysans adoptent la technique PAPriz

NAVALONA R. | 13 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

La 3^e phase du projet PAPriz ou Projet d'Appui à l'amélioration de la productivité et de l'industrialisation du secteur riz, financé par l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA), sous tutelle du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, s'achève en 2025.

Entamé depuis 2020, ce projet vise la promotion de l'industrialisation et du renforcement de la chaîne de valeur de la filière riz à Madagascar afin d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et de constituer une base future d'exportation de son surplus de production. Il se focalise notamment sur la vulgarisation du paquet technique PAPriz et le renforcement de la chaîne de valeur au niveau central et dans les nouvelles régions. « Nous avons ainsi recensé plus de 100 000 paysans qui ont adopté la technique PAPRiz au niveau des zones d'intervention du projet. Ils ont pu améliorer leur rendement de productivité atteignant 5,5 tonnes par hectare en moyenne. Les rendements minima et maxima s'élèvent respectivement à 3,5 tonnes/ha et 6,8 tonnes/ha, et ce, sur une superficie totale de 85 000ha. Ce qui contribue forcément à l'augmentation de la production rizicole au niveau national », a expliqué Zoelinirina Zoé Patricia, le Coordonnateur national du projet PAPriz, lors de la 4^e réunion du Comité de coordination conjointe du projet hier à l'hôtel Colbert.

Vulgariser la technique modèle

Un système de vulgarisation en cascade de ce paquet technique est également mis en place pour faciliter sa diffusion auprès des producteurs répartis dans tout Madagascar. Actuellement, 103 techniciens au niveau des directions régionales du ministère de tutelle dans les nouvelles régions d'intervention, sont certifiés formateurs, outre la formation de 2 700 paysans formateurs. En outre, 16 coopératives et des fédérations des associations d'utilisateurs de l'eau ont été soutenues en matière de commercialisation et de recherche de financement au niveau des cinq sites modèles mis en place par le projet, à part le renforcement de leurs capacités. Le développement de la mécanisation agricole au niveau des sites modèles n'est pas en reste grâce à l'intensification du système d'approvisionnement de machines agricoles. Dans le cadre de cette 4^e réunion du Comité de coordination conjointe, « on est dans la dernière ligne droite pour évaluer les réalisations majeures du projet PAPRiz afin de définir ses futures orientations stratégiques permettant d'atteindre les objectifs finaux. Le Ministère entend également vulgariser cette

technique PAPRiz, qualifiée de technique de production rizicole modèle dans tout Madagascar à travers les autres projets et programmes sous notre tutelle », a déclaré Raharinomena Fanja, le Secrétaire général du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, à cette occasion.

130 tonnes par an de semences certifiées

Dans la même foulée, « le projet PAPRiz a développé un autre modèle de renforcement de capacité des organisations paysannes. A titre d'illustration, les producteurs sont sollicités à se regrouper afin de faciliter l'acquisition des intrants agricoles. Et en matière d'entretien du système

d'irrigation qui s'avère plus important, la solidarité entre les usagers de l'eau est de mise », tient à souligner Habara Ryuzo, un Expert de la JICA. Par ailleurs, le renforcement du système d'amélioration de semences de base et d'approvisionnement de semences certifiées fait partie des axes d'intervention du projet en travaillant avec le FOFIFA et le Service Officiel de Contrôle de semences et de matériel végétal. L'objectif vise à sécuriser la production de semences de base à long terme et accroître la disponibilité des semences certifiées. Au niveau de ses sites modèles, le projet prévoit d'augmenter la production de semences certifiées à 130 tonnes par an, a-t-on conclu.

Carburant : La vérité des prix, appliquée à partir de ce mois

R.EDMOND | 13 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

On s'achemine visiblement vers une hausse des prix des carburants dans les jours qui viennent. En effet, le gouvernement a adopté lors du dernier conseil des ministres l'arrêté relatif à l'administration des prix et au calcul des prix de référence calculés ou PRC.

Plus communément appelé vérité des prix, il s'agit d'un mécanisme automatique de détermination des prix du carburant et dont l'objectif principal est de limiter l'écart entre prix moyens appliqués à la pompe (PMAP) et les prix de référence calculés.



Les PRC n'étant autres que les prix calculés par l'Office Malgache des Hydrocarbures en fonction des prix du marché, basés sur les deux paramètres essentiels que sont les cours du dollar et les cours internationaux du

pétrole brut. Selon les observateurs, la tendance est vraisemblablement à la hausse ; en raison de la dépréciation de l'ariary par rapport au dollar, entre le mois de juillet 2022, date de la dernière révision des prix et la période actuelle. En effet, le dollar était à 4 090 ariary en juillet 2022 contre 4 490 ariary actuellement, soit une dépréciation de 10%. Une hausse qui devrait cependant être amoindrie puisque entre ces deux dates, les cours du baril ont chuté en passant de 112 dollars en juillet 2022 à environ 88 dollars actuellement. Quoiqu'il en soit, la variation des prix ne devrait pas dépasser les 200 ariary par litre. En effet, l'OMH a mis en place un système de lissage de type « bande de prix » qui permet d'encadrer les changements de prix mensuels. Mais le changement ne devrait donc pas dépasser les 200 ariary par litre par mois à force de reporter la différence sur le prochain mois. Notons que l'ajustement automatique des prix du carburant figure parmi les actions préalables à l'octroi de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD), récemment signées avec le FMI. L'objectif étant de limiter les impacts des écarts entre prix à la pompe et vérité des prix sur les finances publiques.

Madagascar – 39 225,7 tonnes de pierres fines industrielles exportées en 2023

13 JUILLET 2024 | 2424.MG

Antananarivo, 14 Juillet, 7h55 – La Banky foiben'i Madagasikara (BFM) rapporte l'exportation par Madagascar de 39 225,7 tonnes de pierres fines industrielles en 2023. Pour un prix unitaire de 11 818,2 ariary par kilo, la valeur FOB de ces pierres exportées s'élève à 463,575 milliards d'ariary, indique la BFM dans le bulletin qu'elle a dernièrement publié.

Les exportations de ces produits l'année dernière ont gagné tant en volume qu'en valeur. En 2022, Madagascar a exporté

34 173 tonnes de pierres fines industrielles, dont le kilo se vendait à 11 075,2 ariary. Leur valeur FOB s'élevait ainsi à 378,471 milliards d'ariary, toujours d'après le rapport de la BFM.

Pour ce qui est des autres produits, la Banque centrale rapporte également l'exportation de 91 293,8 tonnes de chromite l'année dernière, dont la valeur s'élevait à 98,465 milliards d'ariary. De même pour les 60 017,4 tonnes de graphite qui s'élevaient à 125,058 milliards d'ariary.

Inclusion financière - L'accès aux services financiers reste limité

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 15 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Encore très peu de Malgaches sont inclus financièrement. La Grande île ambitionne d'ici à 2028 d'augmenter de plus de 50% la population ayant accès aux services financiers formels.

Malgré la diversité des institutions financières, il est indéniable que les Malgaches ont encore très peu accès aux services financiers, même informels. L'administration financière et les services financiers opérant dans la Grande île ont mis à jour la stratégie nationale d'inclusion financière (SNIM).

Cette nouvelle stratégie (2024-2028), présentée ce mois-ci, envisage d'inclure financièrement 50% des Malgaches d'ici cinq ans. Cette nouvelle stratégie se distingue de ses prédécesseurs par quelques innovations, alignées sur les objectifs du gouvernement.

Des études récentes indiquent que le faible taux d'inclusion financière résulte de plusieurs facteurs. Par exemple, le faible niveau d'alphabétisation, les contraintes infrastructurelles (routes, réseaux, connectivité, électricité...), un écosystème de paiement sous-développé et le faible niveau d'éducation financière. C'est pourquoi la nouvelle SNIM prend en compte ces facteurs et a intégré dans le document diverses innovations qui la distinguent de ses prédécesseurs. Elle met particulièrement l'accent sur l'autonomisation des femmes, le financement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), les finances vertes et bleues ainsi que la finance numérique via les fintech. Selon les explications de la direction générale du Trésor, « la SNIM 2024-2028 repose sur quatre axes stratégiques à savoir : l'éducation financière et la protection des consommateurs, l'accès et l'utilisation des services financiers adaptés, l'innovation par les services financiers numériques ainsi que l'amélioration de l'environnement institutionnel et réglementaire ».

Services numériques

À Madagascar, depuis que les opérateurs de téléphonie sont habilités à fournir des services d'argent mobile, plus de dix millions de personnes ont ouvert des comptes. D'autres entités non bancaires proposent également des services financiers numériques. L'accès aux services financiers reste limité : seulement 29% des ménages malgaches ont accès à des services financiers formels et 3% ont accès à des crédits bancaires, selon la Banque mondiale.



Dans ce contexte, l'inclusion financière des populations malgaches est vue comme l'une des priorités pour garantir une croissance inclusive et durable dans le pays.

Médias et développement - Les Japonais partagent leurs expériences

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 15 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Instructives. Les séances de partage et d'entretien avec Hayashi Kaori, professeure à l'université de Tokyo et Scarlett Cornelissen, directrice du centre Japon à l'université de Stellenbosch l'ont été. Vendredi, au Radisson Blu Ambodivona, les deux conférencières ont partagé l'expérience du Japon en termes de développement de ses médias, mais aussi par rapport aux aides publiques au développement.

Dans l'intervention de la professeure Hayashi Kaori, « Les médias japonais : leur âge d'or et leurs défis futurs », une rétrospective sur l'histoire des médias japonais et des péripéties traversées par ceux-ci au fil des décennies. Elle a retracé l'histoire des médias japonais, depuis leur apogée, jusqu'aux défis auxquels ils sont confrontés aujourd'hui dans l'ère numérique et mondialisée. Des médias résilients et innovants face au développement galopant des technologies, c'est le tableau qu'a dressé

l'éminente chercheuse devant les étudiants de l'université d'Antananarivo et la presse locale. Nos homologues japonais sont néanmoins confrontés aux mêmes problèmes face à la désinformation.

Les Japonais interviennent aussi dans le développement. « Six décennies de coopération japonaise pour le développement de l'Afrique : tendances et perspectives ». Ce fut le thème de la seconde intervention. La Professeure Scarlett Cornelissen a analysé l'évolution de l'aide publique au développement (APD) du Japon en Afrique subsaharienne sur les six dernières décennies. Elle a mis en lumière l'impact positif de cette aide sur le Japon et les pays africains, et a souligné le rôle crucial de la TICAD (Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique) en tant que plateforme de dialogue et de coopération. Les conférences ont été données dans le cadre de la cinquième édition de la JICA chair.

Développement durable : Engagement des entreprises malgaches pour l'atteinte des ODD

ANTSAR. | 15 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Les entreprises malgaches contribuent activement à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) à travers leurs actions de responsabilité sociétale d'entreprise (RSE). La semaine dernière, une manifestation de deux jours s'est tenue au Novotel Alarobia, réunissant le secteur privé et le secteur public. Les discussions ont porté sur les actions concrètes de RSE et l'atteinte des ODD. Une exposition, comprenant plus de 70 stands, a permis aux entreprises malgaches de présenter leurs actions RSE. Pour cette communauté, les entreprises ne

se limitent pas à des activités économiques, mais participent également au développement du pays. Le Syndicat des industries de Madagascar (SIM) était représenté à l'événement. Son président, Tiana Rasamimanana, a mis en avant les actions sociétales dans le cadre du développement industriel. Il a souligné que les membres du SIM attachent une grande importance à la gestion responsable, au respect des droits de l'Homme, au développement humain, à la préservation des ressources naturelles et à la transparence vis-à-vis des consommateurs.

Investissements : L'Assemblée générale d'Africa 50, prévue à Madagascar en septembre

R.EDMOND. | 15 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Un événement économique panafricain d'une haute importance est prévu à Madagascar au mois de septembre prochain. La Grande Île accueillera la prochaine Assemblée générale des actionnaires d'Africa 50.

Une délégation conduite par Fleur Tchibota, directrice du cabinet du Directeur général d'Africa 50 a effectué, la semaine dernière, une mission à Madagascar dans le cadre des préparatifs de cet événement.



Attractivité

Cette assemblée générale réunira les représentants des 31 pays africains membres de l'Africa 50, la plateforme panafricaine spécialisée dans les investissements dans le domaine des infrastructures. Un rendez-vous d'une importance particulière dans la mesure où son organisation en terre malgache permettra de mettre en avant le potentiel économique de Madagascar et surtout de l'environnement propice aux investissements dont jouit le pays. Ce sera également une occasion de mettre en exergue et de renforcer l'attractivité de Madagascar

auprès des décideurs et des acteurs économiques internationaux. Faut-il en effet rappeler qu'Africa50, une initiative du groupe de la Banque africaine de développement (BAD), se fixe, entre autres objectifs, de libérer tout le potentiel de croissance du continent africain et d'offrir l'appui et les ressources nécessaires au bouclage rapide des financements de projets d'infrastructure. Africa 50 se caractérise particulièrement par sa nature multidimensionnelle, couvrant l'ensemble du cycle des projets depuis l'idée du projet jusqu'à son financement.

Banque d'investissement

Structurellement, Africa50 est une entité autonome légalement et financièrement indépendante. Il s'agit, en somme, d'une banque d'investissement pour les infrastructures en Afrique. Elle se concentre notamment sur des projets nationaux et régionaux à fort impact dans les secteurs de l'énergie, des transports, des TIC et de l'eau. À Madagascar, Africa 50 est connue pour sa participation au financement de la centrale hydroélectrique de 120 MW de Volobe, dans l'Est de Madagascar. Elle contribue également à l'appui financier d'autres projets d'électrification, de réfection de routes et autres infrastructures villageoises. Des projets qui ont des impacts directs sur la population et dont la réalisation contribue à l'atteinte des objectifs de développement fixés dans la politique générale de l'Etat.

Nouveau défi

En somme, Africa 50 figure parmi les incontournables des partenaires techniques et financiers pour le développement de Madagascar. Raison pour laquelle, d'ailleurs, le gouvernement met un point d'honneur dans son organisation. Un Comité directeur, composé d'une équipe du ministère de l'Economie et des Finances et celle de la direction générale d'Africa 50 s'occupe de l'organisation

de l'événement. Le Comité bénéficie également du soutien de la Présidence de la République et d'autres départements ministériels. À l'issue de leur mission à Madagascar, la délégation d'Africa 50, a rencontré vendredi dernier la ministre de l'Economie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarininarison. La réunion qui s'est

déroulée dans la salle de conférence du MEF en présence des équipes respectives des deux entités, a été l'occasion de mettre le point sur certains détails de l'organisation de cette Assemblée générale qui fera probablement honneur à Madagascar. Un nouveau défi pour le MEF.

Parfum et huiles essentielles - La filière Ylang-Ylang se réorganise

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 16 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La filière ylang-ylang se porte mieux et attire de nombreux investisseurs. Néanmoins, des efforts doivent encore être fournis pour tirer pleinement le potentiel de ces essences parfumées, qui font la renommée de la Grande île.

Depuis un an, la filière se réorganise malgré les difficultés. Mais, tout comme les autres huiles essentielles, l'ylang ylang attire nombre d'investisseurs et d'entreprises qui croient à son potentiel. Plus de soixante tonnes sont envoyées chaque année en France mais après les années de pandémie, la situation est particulièrement préoccupante pour les planteurs et les producteurs. Certains ont même dû abandonner leurs activités. En 2022, l'île de Nosy Be, célèbre pour sa production d'Ylang Ylang, compte neuf cent soixante-seize producteurs pour 2 100 hectares de plantations. La production est presque intégralement exportée, dont 70% à destination de la France.

Pour faire face à la chute de la demande, les exportateurs cherchent à conquérir de nouveaux marchés. Ils se tournent désormais vers la Belgique, le Royaume-Uni, l'Australie ou encore la Chine pour s'insérer dans de nouvelles niches. Les producteurs diversifient également leurs produits pour faire face à l'évolution du marché.

En ce qui concerne la taille des plantations, elles varient de quelques pieds à des dizaines de milliers.



Pourtant, elles sont tributaires, pour la grande majorité, des plantations coloniales installées par les prêtres jésuites. En particulier, le père Clément Raimbault (1875-1949), qui fit parvenir des Philippines cette plante aux essences très parfumées, prisées par les grandes enseignes de parfumerie européennes. Il créa en 1922 une société civile dite des plantes à parfum pour développer la filière et acquérir des terrains, encore utilisés jusqu'à aujourd'hui.

Organisme régional - Edgard Razafindravahy à la tête de la COI

16 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La Commission de l'océan Indien (COI) a un nouveau secrétaire général depuis hier. Le conseil des ministres de la COI, réuni en session extraordinaire en ligne, a accepté à l'unanimité la nomination d'Edgard Razafindravahy à ce poste pour une durée de quatre ans.

Un beau succès pour la diplomatie malgache. Hier, au cours d'une session extraordinaire en ligne du conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien, la nomination d'Edgard Razafindravahy au poste de secrétaire général a été acceptée à l'unanimité des membres. Il succède au Professeur Velayoudom Marimoutou, désigné par la France. La COI a ainsi trouvé la personne appropriée pour diriger ses actions pour une période de quatre ans. Les membres du conseil des ministres de la COI ont reconnu les atouts et les compétences du ministre de l'Industrialisation et du Commerce. Ses actions dans ce département, à travers notamment le projet « One District, One Factory » qui atteint sa vitesse de croisière, ont largement contribué à cette reconnaissance.

Edgard Razafindravahy a également brillé sur la scène internationale en participant à plusieurs sommets, no

tamment la mise en place de l'Organisation internationale des pays producteurs de vanille en marge du sommet de l'OMC à Abu Dhabi en mars, une initiative soutenue par la secrétaire générale de l'ONU Commerce et Développement lors d'une réunion à Genève en juin.

Dynamisme

De l'ODOF à la COI, le défi monte d'un cran. Edgard Razafindravahy l'a d'ailleurs souligné immédiatement après sa nomination : « Mon parcours personnel et professionnel me conduit d'ores et déjà à vous partager l'attention particulière que j'attacherai à faire avancer des chantiers structurants pour la région », a-t-il déclaré. Le nouveau secrétaire général de la COI n'entend pas faire traîner les choses et compte insuffler le même dynamisme qu'au MIC, où il a réussi en trois ans à faire bouger des situations stagnantes depuis quarante ans.

Parmi ses priorités figure la relance du programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle, avec la création de filières régionales de production agricole pour dynamiser le commerce. Pour cela, il est nécessaire d'apporter des changements, de créer des initiatives et d'établir des normes partagées, des conditions d'investissement optimisées, et des moyens de commercialisation repensés. Edgard Razafindravahy met également l'accent sur la nécessité de prioriser la connectivité maritime pour renforcer les échanges commerciaux, un domaine

actuellement peu exploité. Il propose de capitaliser sur les initiatives actuelles en matière de coopération douanière et de créer un dispositif régional d'achats groupés.

Edgard Razafindravahy a ainsi dévoilé une partie de sa politique pour développer la coopération régionale. Les actions sur la sécurité, la résilience et le développement humain font également partie de ses préoccupations premières. Edgard Razafindravahy rejoindra prochainement Maurice, où se trouve le siège de la COI.

Groupe de la BAD : Mise en garde contre l'importation massive de denrées alimentaires

ANTSIA R. | 16 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Le président du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina, a émis un avertissement concernant l'importation massive de denrées alimentaires dans les pays d'Afrique. Il a mis en avant la nécessité de miser sur la production locale.

L'importation massive de denrées alimentaires risque de détruire l'agriculture nationale. C'est ce qu'a soutenu le président de la BAD, face à la décision du Nigéria de faciliter l'importation de produits alimentaires.

deviennent plus attractifs en termes de coût, rendant difficile la concurrence pour les producteurs locaux.

Solution Durable

Adesina insiste sur le fait qu'on ne peut pas importer pour sortir de l'insécurité alimentaire. Il est crucial d'augmenter la production locale pour stabiliser les prix, créer des emplois et réduire les dépenses en devises. Pour Madagascar, cela signifie investir dans l'agriculture locale pour réduire la dépendance aux importations et renforcer l'économie nationale. Avec ses vastes terres arables, Madagascar a le potentiel de nourrir sa population et d'exporter des surplus. Le président de la BAD note que l'Afrique possède 65% des terres arables non cultivées du monde. Une exploitation durable et efficace de ces terres pourrait transformer l'économie locale et régionale, offrant une solution à long terme à l'insécurité alimentaire. Le Gouvernement malgache, avec l'aide de partenaires internationaux, a lancé des initiatives pour revitaliser le secteur agricole. Cependant, des défis subsistent, notamment en matière d'infrastructure et d'accès aux technologies agricoles. Certes, l'avertissement de la BAD est un rappel crucial pour Madagascar : la dépendance aux importations alimentaires n'est pas viable à long terme. Il est essentiel de renforcer la production locale, d'investir dans l'agriculture et de soutenir les agriculteurs malgaches. En adoptant ces mesures, Madagascar peut assurer la sécurité alimentaire de sa population et contribuer de manière significative à l'économie nationale et à la stabilité sociale.



Cette situation rappelle celle de Madagascar, où l'importation de denrées alimentaires est courante malgré les objectifs d'autosuffisance alimentaire. Madagascar, bien que riche en terres arables, dépend fortement des importations pour des denrées de base comme le riz ou le maïs. Adesina a souligné que l'ouverture des frontières à des importations massives, même si elle vise à stabiliser les prix à court terme, pourrait décourager la production locale et fragiliser le secteur agricole. En abaissant les droits et tarifs à l'importation, les produits étrangers

Dettes publiques : Un niveau de surendettement modéré pour Madagascar

R.EDMOND. | 16 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Contrairement à certains Etats africains qui sont classés dans la catégorie des pays surendettés, Madagascar est considéré comme un pays qui dispose d'un risque de surendettement modéré.

Une tendance qui est appelée à se maintenir puisque dans le mémorandum de politiques économiques et financières convenu avec le FMI, le gouvernement malgache entend entretenir une politique de stabilisation de la dette.

Projets de développement

Selon la dernière édition du bulletin statistique de la dette, à fin décembre 2023, « le stock de la dette publique de Madagascar est évalué à 6 313,53 millions USD, soit 28 860,35 milliards MGA constitué à 81,46% de dette extérieure et à 18,54% de dette intérieure. La dette garantie par l'État s'affiche pour sa part à 5,49 millions USD, soit 25,11 milliards MGA, dont une garantie sur emprunt de 3,12 millions USD (14,25 milliards MGA). Pour la dette extérieure en particulier, le stock est passé de 4 961,79 millions USD (environ 22 405,20 milliards MGA) à fin septembre à 5 143,04 millions USD (près de 23 509,80 milliards MGA) à fin décembre 2023 soit 32,77% par rapport au PIB nominal ». Ces dettes ont évidemment servi à des projets de développement. En effet « cette hausse est essentiellement expliquée par des décaissements en grande partie des projets financés par l'IDA de la Banque mondiale ». Ce stock de la dette extérieure à fin décembre 2023 comprend : 67,27% de dettes envers les organismes multilatéraux, 15,20% de dettes envers les créanciers bilatéraux, 12,08% de dettes envers les institutions financières et 1,31% de dettes envers des banques commerciales.

15 conventions de prêts

Par ailleurs, d'octobre à décembre 2023, le gouvernement malgache a signé deux conventions de prêts extérieurs d'un montant total de 208,00 millions USD avec ses partenaires financiers. « La première a été conclue avec la BADEA en octobre 2023. Il s'agit du « Projet d'étude et de construction du FlyOver MAKI » pour un montant de 28,00 millions USD. Quant au dernier projet, d'un montant équivalent à 180,00 millions USD, la convention a été également signée au mois d'octobre 2023 avec l'IDA pour l'objectif de développement du projet East Africa Girls' Empowerment and Resilience Project (EAGER) ». En 2023, l'on a recensé pas moins de 15 conventions de prêts. « À fin décembre 2023, l'encours total de la dette intérieure s'élève à 5 350,55 milliards MGA environ 7,46% par rapport au PIB nominal), soit une hausse de 113,73 milliards MGA par rapport à fin septembre 2023. Cette hausse est principalement expliquée par des tirages nets des titres d'emprunts intérieurs de 127,48 milliards MGA. La dette intérieure est constituée principalement par les titres d'emprunt intérieur, qui représentent 82,70% des encours, viennent ensuite, les dettes envers BFM, 16,84%, et enfin les dettes envers des sociétés, 0,46% ».

Modéré

Quoiqu'il en soit, le niveau d'endettement de Madagascar n'est pas encore excessif. « À fin 2023, le risque de surendettement extérieur est maintenu à un niveau « modéré ». En effet, les résultats de l'analyse ont montré que les ratios de viabilité restent en dessous de leurs seuils respectifs durant toute la période de projection dans le cadre du scénario de base ». D'ailleurs, sur le continent africain, Madagascar n'est pas encore classé parmi les pays surendettés. Selon le rapport intitulé « Trade and Development Report Update », qui se base sur une analyse de viabilité de la dette des pays à faible revenu arrêtée en février 2023, les 8 pays en situation de surendettement sont la République du Congo, le Malawi, le Mozambique, SaoTomé-et-Principe, la Somalie, le Soudan, la Zambie et le Zimbabwe. Alors que les 13 pays présentant un risque élevé de surendettement sont le Burundi, le Cameroun, la Centrafrique, le Tchad, les Comores, Djibouti, l'Ethiopie, la Gambie, le Ghana, la Guinée-Bissau, le Kenya, la Sierra Leone et le Soudan du Sud.



Mobilisation des recettes

L'objectif du gouvernement est en tout cas de maintenir une stabilité de la dette à moyen terme à moins de 60% du PIB. Pour cela l'exécutif entend réaliser encore plus de progrès en matière de mobilisation des recettes intérieures, ainsi qu'à une utilisation plus rationalisée et efficiente des ressources mobilisées. « Cet ajustement sera atteint à travers un accroissement des recettes fiscales nettes de 2,4 points de pourcentage du PIB et une réduction des dépenses courantes primaires de 1,6 point de pourcentage du PIB contrebalancée par une hausse des dépenses d'investissement ». Toujours dans cet objectif de stabilisation de la dette, le gouvernement continuera à « rechercher un recours privilégié aux emprunts extérieurs concessionnels tout en développant en parallèle le marché des obligations en monnaie locale pour diversifier les sources de financement et réduire les risques de change ».

« Tsenan'ny mpamokatra » : Les produits agroécologiques en promotion

NAVALONA R. | 16 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

De nouveaux produits sont lancés au niveau du « Tsenan'ny mpamokatra » mis en place par le Malagasy Professionnels de l'Élevage (MPE) dans son enceinte à Nanisana. Il s'agit notamment des produits agroécologiques composés notamment de fruits et légumes, qui sont en promotion. Les organisations paysannes issues de FIFATA à Analamanga mettant en œuvre le système participatif de garantie agroécologique en sont les fournisseurs.

Ces paysans qui se professionnalisent fournissent également des poulets gasy frais et sains, sans compter les

autres produits d'élevage tout en garantissant leur qualité. Ce « Tsenan'ny Mpamokatra » a été mis en place dans le but de permettre une relation directe entre les paysans producteurs et les consommateurs qu'ils soient particuliers ou restaurateurs. Nombreux sont les clients qui passent des commandes en ligne et les récupèrent ensuite à Nanisana où est installé ce marché réservé aux acteurs affiliés au MPE. Cette initiative vise en même temps à assurer la recherche de débouchés aux produits dérivés des secteurs de l'agriculture et de l'élevage afin de booster la consommation, a-t-on appris.

Projet Mionjo : un soutien renforcé aux ménages du sud de Madagascar

ARH. | 16 JUILLET 2024 | LES NOUVELLES

Le projet Mionjo, en collaboration avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a entamé la deuxième phase, visant à soutenir les ménages vulnérables du sud de Madagascar. Cette initiative cible 20.000 ménages des régions Androy et Anosy, ainsi que 5.000 ménages supplémentaires de la région Atsimo-Andrefana.

« L'objectif principal du projet Mionjo est de protéger et de restaurer la capacité de production alimentaire des communautés locales, tout en renforçant la résilience des systèmes alimentaires face aux défis environnementaux, tels que la menace acridienne », soutient la FAO. En mettant l'accent sur l'amélioration de l'accès à des semences de qualité adaptées aux changements climatiques, le projet vise à renforcer les moyens de subsistance des agriculteurs locaux.



« L'un des aspects importants de cette phase est la formation des Producteurs multiplicateurs de semences (PMS) identifiés dans les districts concernés », indique-t-on. Ces producteurs recevront une formation approfondie sur la production de semences de qualité, ce qui contribuera à

une meilleure adaptation aux conditions climatiques changeantes et à une production agricole plus durable.

Préparer la contre-saison

Par ailleurs, pour préparer la contre-saison 2024, des séances de formation en salle seront organisées dans chaque district. Ces formations, dirigées par l'équipe du Service des Opérations communautaires (SOC) et les responsables de districts, couvriront une variété de sujets essentiels.

Le cadre réglementaire du secteur semencier de Madagascar, les étapes de certification des semences, les normes techniques de production des semences ainsi que les techniques culturales, la gestion des ravageurs, la gestion post-récolte et la certification des semences figurent dans ces formations. En outre, une analyse économique simplifiée pour la production de semences sera également abordée.

Il convient de rappeler que le projet Mionjo soutient les moyens de subsistance résilients dans le sud de Madagascar. Cette initiative est réalisée en partenariat avec le ministère de la Décentralisation et de l'aménagement du territoire, le ministère de l'Agriculture et de l'élevage, et est financée par la Banque mondiale à Madagascar. La FAO, qui travaille en étroite collaboration avec les communautés locales pour assurer le succès et la durabilité des actions entreprises, assure la mise en œuvre du projet.

Frontières - Le passage en douane simplifié

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | 17 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La douane joue la carte de la transparence et de la modernité. À l'entrée du territoire, les voyageurs peuvent déclarer à l'avance leurs articles qui ont besoin de cette procédure. Hier, à Analakely, la Direction générale des douanes (DGD) a présenté un outil visant à faciliter le passage des usagers à la douane. C'est une application téléchargeable sur Playstore, qui s'appelle « Douane MDG ». Selon les explications du patron de cette administration, « Il s'agit d'un outil qui est disponible sur toutes les plateformes, Android ou iOS. C'est une déclaration simplifiée à l'arrivée pour les passagers d'un vol en provenance de Madagascar, qui entrent aux frontières. Cela permet d'effectuer des formalités simplifiées », explique Ernest Lainkana Zafivanona, directeur général des douanes. Cela épargne aux voyageurs qui n'ont pas besoin de faire une déclaration à l'arrivée, d'éviter un long passage par la douane.

« Le fait est que la plupart des gens n'ont pas besoin de faire une déclaration à la douane à leur arrivée. Avec l'utilisation de cet outil informatique, ceux qui n'ont rien à déclarer peuvent passer la douane librement, sans qu'il y

ait un besoin de fouiller leurs bagages ou de passer par de lourdes procédures. Les gens qui ont quelque chose à déclarer, quant à eux, peuvent le faire par le biais de l'application Douane MDG, à l'avance. Cela facilitera leur passage à la douane une fois débarqués aux frontières », indique le DG de la douane. Fini les interrogations sur ce que les voyageurs peuvent amener ou non lors de leur passage aux frontières.

En même temps, un petit guide a été mis à la disposition du grand public afin de l'aider à connaître les marchandises à déclarer, quels produits les voyageurs peuvent-ils importer en franchise de droits et taxes, ainsi que les articles qui sont soumis à des restrictions. Il y a, en outre, des articles prévus dans la section franchise, mais dont la quantité dépasse celle prévue. Par exemple, si le voyageur apporte avec lui trois cents tiges de cigarettes, deux cents seront admises en franchise, tandis que les cent restantes seront soumises aux droits et taxes. Mais aussi, des articles qui ne sont pas considérés comme des effets personnels (matériels professionnels, équipements sportifs, entre autres...).

Consommation - La hausse des prix du carburant est à jauger

ERIC RANJALAHY. | 17 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Il y a une véritable hantise pour les automobilistes et les consommateurs suite à la décision du conseil des ministres d'instaurer le mécanisme d'ajustement automatique des prix du carburant.

Chaque matin, depuis cette mesure, beaucoup vérifient attentivement les prix affichés aux stations-services avant de sortir leur portefeuille. Ainsi, la question qui se pose est : à quelle augmentation doivent-ils s'attendre ? Cette préoccupation est scrutée de près par le Fonds monétaire international (FMI), particulièrement dans le cadre de la poursuite des deux programmes convenus : le Fonds pour la résilience et la durabilité (FRD) et la Facilité élargie de crédit (FEC), récemment redéfinie.

Selon des sources concordantes, sur la base des données actuelles, « il faudrait augmenter, en moyenne, de 25% les prix auprès des stations-services pour combler l'écart entre les prix maxima affichés à la pompe (PMAP) et les prix de référence calculés (PRC). Ce calcul étant basé sur la structure actuelle des prix ». Mais il ne s'agit là que d'une moyenne, car il est ressorti des discussions entre le FMI et les autorités malgaches sur le nouveau programme sur la FEC, avec un déblocage immédiat d'une première tranche de 48 millions de dollars, « que l'écart entre les PMAP et la vérité des prix n'est pas le même pour les trois produits pétroliers vendus auprès des stations-service ». Ce qui paraît comme une évidence.

Et le gouvernement a plafonné à 200 ariary par litre, les augmentations à venir. S'il y en avait. Dans la situa tion

politique qui prévaut, la gestion des prix du carburant devient un sujet inflammable. Cette différence évoquée ci-dessus, par exemple, est assez lourde pour le pétrole lampant, vendu à 2 430 ariary le litre, ce qui revient à l'État de combler un écart abyssal de 49%. Des filets de sécurité sociaux sont en préparation pour prévenir ce choc pétrolier. Le gasoil à 4 900 ariary subventionné pour 29%. Les prix de ces deux premiers produits devraient être modifiés, jusqu'à concurrence du plafond retenu lors du prochain ajustement des prix.



L'essence pour sa part, à 5 900 ariary, est vendue plus chère que son prix réel. Il devrait connaître une baisse. Ces paramètres endogènes sont encore tributaires des fluctuations des prix du baril du pétrole sur le marché international.

Antsiranana - Bientôt une première foire de l'agriculture

RAHERINIAINA | 17 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Véritable vitrine de la diversité et de la production agricole régionale, une grande manifestation agricole débutera, dans le Nord, le 18 juillet. Elle durera trois jours.

Une grande première dans les annales de la région Diana. Dans un contexte complexe pour l'agriculture, la ville d'Antsiranana abritera sa première Foire de l'agriculture, placée sous le thème « Agriculture locale pour le local », du 18 juillet et pendant trois jours. Cet événement, initié par l'organisation paysanne Union Matanjaka, mettra en lumière les produits agricoles locaux et mettra en relation tous les acteurs intervenant dans le secteur agricole et le développement rural. À savoir les agriculteurs, les fournisseurs de services et matériels, les transformateurs, les organismes d'appui, les services publics et collectivités ainsi que d'autres entreprises agricoles opérant dans les districts d'Antsiranana I et II.



Les exposants, répartis sur trente-cinq stands installés sur la Place Foch, profiteront de cette manifestation pour valoriser leurs produits et échanger avec les visiteurs. Chacune des organisations paysannes membres aura son stand. En outre, l'évènement constitue aussi un espace d'information et de partage sur leurs différents domaines

d'intervention. Environ deux mille personnes sont attendues pendant ces trois jours d'exposition.

D'après Arnaud Richelin, coordonnateur de l'Union Matanjaka, son initiative sera aussi l'occasion unique de découvrir les innovations des petites entreprises de transformation des produits agricoles, ainsi que de rencontrer des professionnels et des clients potentiels. Surtout à l'heure actuelle où la région Diana s'approvisionne, encore en grande partie, en légumes dans d'autres régions, plus particulièrement sur les Hautes-Terres. Cependant, ce mode d'approvisionnement, très sensible au moindre événement lié à l'état de la route, ne permet d'offrir ni la fraîcheur ni la variété sur le marché. Or, dans la région Diana, la qualité du sol et le climat sont favorables aux activités agricoles, en particulier dans la ceinture d'Ambre. Cette manifestation marquera également les vingt-ans d'existence de l'Union Matanjaka. Durant ces années, elle s'est efforcée, depuis ses débuts, de promouvoir les activités agricoles dans la région. En fait, les agriculteurs du Nord devraient être en mesure de produire et d'approvisionner la population, cependant, ils sont également confrontés à différents problèmes, tant matériels qu'organisationnels

« Des activités sont actuellement sur les rails, mais elles sont encore limitées par plusieurs facteurs, tels le manque de semences qui résistent à la pluie et de produits phytosanitaires adaptés, l'absence du système d'accompagnement aux paysans producteurs... D'où la tenue de cet événement pour voir ensemble les différentes opportunités », met en avant le coordonnateur. Pour conclure, il souligne les difficultés liées à l'accès à la terre, aux financements et à la formation adéquate.

Production de légumes bio : La commune Ambohijanaka vise le marché international

NAVALONA R. | 17 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

La commune rurale d'Ambohijanaka située dans le district d'Antananarivo Atsimondrano, dans la région Analamanga, vient de tisser un partenariat avec le groupe Faly Export en vue de promouvoir les cultures maraîchères biologiques.

Il s'agit d'une des activités principales de la population au sein de cette collectivité territoriale décentralisée. Celle-ci approvisionne notamment en légumes tels que les carottes, les tomates et les courgettes le marché de la capitale. Cette fois-ci, la commune d'Ambohijanaka s'engage à promouvoir les cultures maraîchères biologiques en travaillant en partenariat avec le groupe Faly Export. Le maire de la ville, qui, plus est, un grand producteur, a ainsi mobilisé près de 200 paysans répartis dans 12 fokontany à se lancer dans cette activité de développement durable. Certains d'entre eux veulent restructurer leurs parcelles de terrain qui deviennent dépourvues de nutriments en

raison de la forte utilisation de produits chimiques. En effet, « BSF faisant partie du groupe Faly Export, qui est un des principaux producteurs d'engrais organiques à Madagascar, fournira plus de 40 tonnes de cet intrant organique à ces paysans partenaires dans la commune d'Ambohijanaka », a fait savoir Faly Rasamimanana, le PDG du groupe lors d'une entrevue avec la presse hier.

Efficacité prouvée

En outre, « l'Agence de Développement Inclusif et Durable (ADID) se chargera de la formation des leaders

d'opinion pour le suivi-évaluation digital de leur production afin d'assurer la traçabilité qu'aucune intervention de produit chimique n'a été faite depuis la plantation des légumes jusqu'à leur récolte qui sera prévue dans trois mois. Des biopesticides et bioinsecticides fabriquées par des partenaires notamment le centre de recherche au sein du temple FJKM Ambohipo et qui ont été validées par le laboratoire du centre national de recherche appliquée au développement rural FOFIFA, seront également utilisées pour la promotion de ces cultures maraîchères biologiques », a-t-il continué d'expliquer. Il est à noter que l'efficacité de tous ces intrants agricoles y inclus les engrais organiques a déjà été prouvée à l'issue d'une expérimentation menée par le groupe Faly Export sur un terrain de 3 500m² à Toamasina. Adaptés à toutes les spéculations dont, entre autres, le riz, le maïs et les cultures maraîchères, la commune rurale d'Ambohijanaka se veut ainsi être pionnière en matière de production de légumes bio grâce à l'utilisation de ces innovations technologiques

agricoles. Ce n'est pas tout ! Elle vise même le marché international étant donné que la sécurité sanitaire de ses produits agricoles sera garantie d'autant plus que leur qualité va s'améliorer.

Vulgarisation à grande échelle

Par ailleurs, le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Suzelin Ratohiarijaona, pour sa part, n'a pas ménagé ses efforts pour mettre en avant le secteur privé qui est le moteur de développement économique de la nation, afin de promouvoir la production d'engrais organiques dans tout Madagascar. Dans le cadre de la signature d'une convention de partenariat avec des entreprises spécialisées dans ce domaine, il a même annoncé que des parcelles ou bien des bâtiments appartenant à l'Etat, seront mis à leur disposition. L'objectif consiste à faciliter la vulgarisation à grande échelle de l'utilisation de ces intrants agricoles bio au profit de tous les paysans répartis sur le territoire national.

Échanges - Les relations commerciales franco-malgaches tiennent le cap

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | 18 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le poids du commerce entre l'Hexagone et la Grande île s'est chiffré à un milliard d'euros en 2023. Des chiffres similaires à ceux enregistrés en 2022, où ce volume d'échanges commerciaux a dépassé le cap du milliard d'euros. « Le volume de nos échanges a largement dépassé et pour la deuxième année consécutive, le chiffre d'1 milliard d'euros en 2023 » a affirmé Arnaud Guillois, ambassadeur de France. Sur ces deux années, les échanges commerciaux ont gagné 28% en volume. Ces échanges sont le fruit de stratégies bien organisées entre les deux pays. En effet, l'année précédente, plus de sept cent projets ont été réalisés et plus de vingt-cinq nouveaux partenariats ont été signés entre la France et Madagascar.

Il y a également le poids des entreprises françaises présentes dans la Grande île. « Je suis fier que les entreprises françaises soient parmi les principaux investisseurs dans la Grande Île et que, outre leur engagement fort en matière de RSE, soient créatrices de dizaines de milliers d'emplois et contribuent ainsi quotidiennement à la création de valeur et au renforcement des compétences qui concourent à la croissance du pays », avait souligné le diplomate français lors de son allocution à la résidence de France à Ivandry, le 12 juillet dernier. Ces entreprises sont pour la plupart membres de la Chambre de Commerce France Madagascar. Selon les statistiques de cette organisation, les entreprises françaises sont assez présentes dans le tissu économique local. Cette organisation

regroupe, en effet, plus de quatre cents entreprises à l'heure actuelle dont 28% sont des grandes entreprises, 58% des moyennes et 14% de très petites entreprises.

Selon les données disponibles, la France s'est hissée au second rang de la liste des clients de Madagascar. Elle importe une grande partie des produits agricoles du pays, ainsi que le textile.



En 2022, le total des importations de produits malgaches en France se totalise à 700 millions d'euros, soit une hausse de 33% par rapport aux exercices précédents. Dans son discours, l'ambassadeur a néanmoins réaffirmé l'engagement de son pays à « encourager les réformes structurelles » entamées par le gouvernement malgache, mais aussi à soutenir la croissance économique de la Grande île.

Métal jaune - L'or continue son envolée

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | 18 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le contexte et la conjoncture géopolitique internationale ont encore fait grimper le cours de l'or. Le métal jaune a franchi un nouveau cap « historique ». Hier, les prix de l'once se sont affichés à 11 098 155 ariary.

Selon des spécialistes « cette flambée des prix est principalement due à l'anticipation d'une baisse des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed) en septembre et à la perspective d'une possible réélection de Donald Trump, facteurs qui intensifient la volatilité du marché ». Toujours selon les analystes, « le positionnement de l'or comme

un actif refuge se renforce dans ce climat d'incertitude économique et politique. Les investisseurs qui cherchent à diversifier leurs portefeuilles ou à se protéger contre la volatilité pourraient considérer l'or comme une option précieuse ». Depuis le début de l'année, les prix de l'once ont progressé de 18% sur le marché international. Malgré l'incertitude du marché, les prévisionnistes estiment que le cap des 13 485 000 ariary pourrait même être franchi d'ici quelques mois.

Réformes économiques et sociales : De bonnes pratiques en Afrique Subsaharienne, selon le CPIA

ANTSIA R. | 18 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Dans un contexte marqué par des défis économiques persistants, le rapport annuel de la Banque mondiale sur les Politiques et institutions nationales (CPIA) révèle un tableau nuancé mais prometteur pour les pays d'Afrique subsaharienne. Établi par l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale, ce rapport évalue la performance de 39 pays dans la région pour l'année 2023, mettant en lumière des progrès significatifs malgré des contraintes persistantes.



Selon le CPIA 2024, les économies de l'Afrique subsaharienne ont montré une résilience notable grâce à des réformes économiques et sociales substantielles. Les gouvernements de la région ont concentré leurs efforts sur le renforcement de la crédibilité institutionnelle et la transparence économique, favorisant ainsi un environnement plus propice aux investissements privés. Cette orientation a permis aux pays de mieux résister aux chocs économiques mondiaux et de stabiliser leurs économies face à l'inflation.

Défis persistants

L'une des avancées notables identifiées par le rapport est l'indépendance accrue des banques centrales

dans la région, essentielle pour maîtriser l'inflation et améliorer la perception des risques pour les investisseurs. Cependant, des défis subsistent, notamment en termes de transparence limitée et d'un cadre judiciaire encore insuffisamment développé. Ces aspects compromettent parfois la mise en œuvre efficace des réformes économiques. Performance Globale et Perspectives Futures. La note globale moyenne CPIA pour l'Afrique subsaharienne reste stable à 3,1 sur une échelle de 1 à 6, indiquant une performance généralement cohérente avec les années précédentes. Ce résultat positionne la région au niveau des autres pays IDA dans le monde, grâce à des politiques sociales améliorées, une gestion budgétaire plus efficace et des institutions renforcées pour promouvoir la stabilité économique.

Appel à l'Investissement Privé

Un appel pressant à attirer davantage d'investissements privés ressort clairement du rapport. Avec des taux d'intérêt élevés et une dette publique soutenue, les gouvernements de la région reconnaissent la nécessité de transférer une partie de l'effort économique vers le secteur privé. Des opportunités significatives sont identifiées dans les secteurs du commerce et de l'économie numérique, où des réformes récentes ont ouvert la voie à des investissements prometteurs. En somme, le rapport CPIA 2024 offre un cadre d'évaluation essentiel pour comprendre les dynamiques économiques et institutionnelles en Afrique subsaharienne. Il se présente comme un outil crucial pour les décideurs politiques, les investisseurs et les partenaires de développement, fournissant des insights précieux pour orienter les stratégies de croissance et de développement en Afrique subsaharienne dans les années à venir.

Parc national d'Isalo : Intégration prochaine dans le réseau mondial des Géoparcs de l'UNESCO

NAVALONA R. | 18 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

La région Ihorombe qui abrite le parc national d'Isalo fait partie des destinations les plus prisées par les touristes aussi bien nationaux qu'internationaux à Madagascar.

Connu mondialement pour son paysage unique, le parc attire un nombre croissant de touristes. Au cours du premier semestre de cette année, le nombre de visiteurs du Parc National de l'Isalo a augmenté de 9% par rapport à la même période en 2023. En effet, ce site a enregistré 1 828 visiteurs contre 1 650 visiteurs en 2023 sur la même période, marquant une tendance à la hausse qui confirme sa renommée croissante dans la région Ihorombe. Parmi les visiteurs enregistrés cette année, 1 309 d'entre eux sont des étrangers provenant de différents pays et 519 personnes sont des nationaux. Ayant déjà une renommée internationale du parc national d'Isalo, les promoteurs de la destination prévoient également de l'intégrer prochainement dans le réseau mondial des Géoparcs de l'UNESCO.

Stimuler le géotourisme

Ce sont des zones géographiques uniques et unifiées où des sites et des paysages d'importance géologique internationale sont gérés selon un concept holistique de protection, d'éducation et de développement durable, d'après les informations publiées sur le site de cette organisation internationale. Leur approche ascendante, qui combine conservation et développement durable tout en impliquant les communautés locales, est de plus en plus populaire. Il y a actuellement 213 géoparcs mondiaux UNESCO dans 48 pays, a-t-on appris. Concernant le cas du parc national d'Isalo, « le dossier d'inscription actuellement en cours de préparation Isalo devrait rejoindre ce réseau prestigieux d'ici 2026. Cette initiative vise à stimuler le géotourisme dans la région, en mettant en valeur la géodiversité remarquable du parc qui inclut la géologie, la morphologie, l'archéologie, la culture et la paléontologie », a fait savoir Jean Jacques Rakotoarivelo, directeur du parc. « L'intégration au

Global Geoparks Network de l'Unesco représente une opportunité majeure pour Isalo, en renforçant son attractivité touristique et en contribuant au développement durable de la région grâce au géotourisme », a-t-il poursuivi.



Isalo Raid

Par ailleurs, l'Office National du Tourisme de Madagascar (ONTM) a contribué à l'organisation de la 17^e édition de l'Isalo Raid en collaboration avec l'Office Régional du Tourisme d'Ihorombe (ORTI), Madagascar National Parks et l'association Randomada.

Cet événement d'envergure internationale s'est déroulé au cœur du parc à Ranohira. Près de 230 compétiteurs de différentes nationalités dont entre autres, des Suédois, des Français et des Américains y ont participé, en plus des coureurs et randonneurs nationaux déjà habitués aux circuits. Ils ont eu l'expérience unique de découvrir à travers plusieurs circuits la richesse de ce joyau naturel pour ne citer que sa piscine naturelle.

Honneur au « Vita Malagasy » : les fromages des hautes terres conquièrent les chalands

ARH. | 18 JUILLET 2024 | LES NOUVELLES

La « Foire aux Fromages des Hautes Terres » a ouvert ses portes hier au jardin d'Antaninarenina et se poursuit jusqu'à samedi, attirant les amateurs de fromage, les familles, les gastronomes et le grand public. Cet événement de quatre jours, organisé par M'Anja Events en partenariat avec la Fédération des hôteliers et restaurateurs de Madagascar (Fhorm) et sous le parrainage du ministère de l'Agriculture et de l'élevage (Minae), fait découvrir le savoir-faire local dans une ambiance festive et chaleureuse.

Une quarantaine de petits et moyens producteurs laitiers, spécialisés dans la transformation du lait en fromage, y exposent leurs produits. Ces producteurs viennent principalement du « triangle laitier » (Analamanga, Itasy, Vakinankaratra, Bongolava) et ont bénéficié de formations et de conseils d'experts étrangers. Soutenus par le Projet d'amélioration et d'organisation de la filière lait (Profi-Lait) qui est financé par l'Union

Européenne et intégré au programme d'Appui au financement de l'agriculture et aux filières inclusives dans le centre de Madagascar (Afafi-Centre), ces producteurs respectent des normes rigoureuses garantissant la qualité de leurs fromages. L'événement offre aux visiteurs l'opportunité de découvrir et de déguster divers types de fromages malgaches, notamment des Hautes Terres, souvent accompagnés de bons vins. Les produits exposés, qui respectent une « démarche de qualité laitière », commencent à se vendre sur les principaux marchés à des prix très compétitifs.

La foire représente une véritable vitrine pour les produits locaux et un soutien à l'économie et à la culture locale. Soit une manifestation économique de plus qui cherche à réconcilier le consommateur avec des produits de qualité et le savoir-faire au label « Vita Malagasy ».

Ambanja - projet ODOF - Une usine de cacao entre en service

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | 19 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Début de la production de poudre de cacao par l'unité One District, One Factory à Ambanja. La machine de transformation a été lancée hier avec une capacité de traitement d'une tonne de cacao par heure.

Une initiative qui stimulera sûrement l'industrie locale et au-delà. Avec l'entrée en fonction hier de l'usine de transformation de cacao en poudre à Ambanja, c'est l'agriculture et la production locale qui se voient revigorées. Installée à Ambohimena, Ambanja, cette ligne de production occupe une position de choix dans la vallée de la Sambirano, une région mondialement réputée pour abriter les meilleures fèves et grouiller d'opérateurs de la filière.



Selon les explications du ministère de l'Industrialisation et du Commerce, qui a installé cette machine sur place dans le cadre du projet ODOF, l'usine peut transformer jusqu'à une tonne de cacao par heure. C'est une aubaine pour la région mais aussi pour ses producteurs. L'impact attendu de cette unité dépasse la simple production de cacao. Elle encourage également la population locale à accroître ses

productions agricoles, sachant que les fèves seront fournies par les producteurs locaux, stimulant ainsi l'économie locale.

Enquête minutieuse

C'est la société S2A Ambanja qui a été désignée pour gérer cette unité, en étroite collaboration avec plus de quatre-vingt-dix coopératives productrices de cacao établies dans le district. Leurs membres approvisionnent cette nouvelle usine en matières premières. Cette nouvelle industrie apporte un bénéfice significatif au district et à son économie. Notamment, le district a subi une nette diminution de ses activités économiques ces dernières années, en grande partie due à la détérioration des routes et à la situation de la ville d'Ambanja elle-même.

La production annuelle de cacao dans le district d'Ambanja avoisine les 15 000 tonnes. Ce n'est donc pas par hasard que le district a été choisi pour abriter cette machine. « Le MIC effectue une enquête minutieuse pour déterminer quelle machine industrielle convient à la production d'un district », affirme Irène Andriamaneho, directrice de la promotion de l'entrepreneuriat au sein du ministère de l'Industrialisation. Ainsi, le district d'Ambanja est le 56e à accueillir les unités ODOF, cinquante-neuf machines sur soixante-quinze ayant déjà été implantées localement.

Le cacao malgache, certifié cacao fin, fait partie des meilleurs au monde. Très aromatisées, les fèves font la fierté du pays, à tel point que celles d'Ambanja sont très réputées sur les marchés local et international.

Filière vanille - Les inscriptions à l'agrément ouvertes

VALISOA ANDRIANIRINA. | 19 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Dans une note publiée par le ministère de l'Industrialisation et du Commerce, les inscriptions pour l'agrément à l'exportation de vanille sont ouvertes jusqu'au 31 juillet. La liste des pièces à fournir en vue de l'obtention de cet agrément est dévoilée. Adressé aux nouveaux et anciens opérateurs, les conditions sont les mêmes. Les opérateurs exerçant dans l'exportation de vanille sont appelés à rassembler les pièces justificatives, notamment le Numéro d'identification fiscale (NIF), le Numéro d'identification statistique (STAT), la Certification d'existence du magasin pour les nouveaux adhérents, les statuts de la société, ainsi que les historiques d'activités de la société.

Pour les opérateurs en renouvellement, il est essentiel de présenter la carte fiscale, l'attestation de rapatriement de devises délivrée par le trésor public, une attestation de déclaration de stock délivrée par le directeur régional de l'Industrialisation et du Commerce, une attestation d'agrément exportateur pour la campagne 2023-2024, et la facture d'achat de vanille, verte ou préparée. D'après le directeur général du Commerce, Isidore Razafindrakoto, ces mesures ont été prises pour « la sécurisation du marché afin d'éviter les fraudes ou l'exportation illégale ». Tous les documents doivent être déposés en ligne. « Seul le ministère de l'Industrialisation et du Commerce fera l'objet du triage des documents adhérents », souligne-t-il.

Gestion des déchets - Du biogaz à partir des ordures d'Andralanitra

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | 19 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La solution à plusieurs millions d'euros ! La première usine de valorisation des déchets sera mise en place à la décharge d'Andralanitra. Il s'agit de la première installation de ce genre à Madagascar. L'ensemble du projet, une fois achevé, pourra traiter jusqu'à 90% des déchets de la décharge, les transformant soit en biométhane, soit en compost. Ces produits seront ensuite réintroduits sur le marché au profit des industriels et des agriculteurs, réduisant ainsi significativement l'utilisation de l'huile lourde et du bois énergie. Cela représente une contribution importante au mix énergétique du pays. Il pourrait même s'agir de la solution tant attendue au problème de la gestion des déchets de la ville d'Antananarivo.

« D'ici quelques mois, à l'endroit où nous nous trouvons actuellement, une unité de méthanisation sera installée, capable de traiter quotidiennement 20 tonnes de déchets organiques », a déclaré Marie Yvonne Charlemagne, présidente de la société Apis Solutions, lors du lancement des travaux du centre de valorisation des déchets à Andralanitra. Le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures a souligné l'aspect pratique de cette usine. « La ville et sa population ne cessent de croître, et avec elles, les déchets. La transformation des déchets à Andralanitra représente une solution durable. En effet, après le tri, nous pouvons obtenir du biogaz, notamment du méthane, un hydrocarbure aux multiples usages. Il peut remplacer les énergies traditionnelles, notamment dans l'industrie, et à terme, permettre la production d'électricité ou être utilisé dans des cuisines propres », a affirmé le membre du gouvernement. Ce projet marque le premier pas d'une initiative plus vaste visant à augmenter la production jusqu'à 15 000 tonnes par an.

Le modèle pourra être étendu à d'autres villes. L'entreprise réalisera ce projet en partenariat avec la Société Municipale d'Assainissement (SMA) et la Commune Urbaine d'Antananarivo. C'est la société Apis Solutions qui assumera le coût de l'investissement, avec le soutien de partenaires financiers locaux et internationaux. On parle d'une somme de soixante millions d'euros investis dans ce projet.



Cette usine est la première en son genre et permettra de résoudre deux problèmes de longue date, particulièrement complexes : la congestion de la décharge d'Andralanitra, qui reçoit près de 500 000 tonnes de déchets par an depuis 66 ans, ainsi que la crise sanitaire liée aux déchets dans la ville d'Antananarivo.

AGOA - Les secteurs prioritaires à développer

VALISOA ANDRIANIRINA. | 19 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les secteurs de l'artisanat, de l'agribusiness et de la production d'huiles essentielles sont ceux que Madagascar compte promouvoir prochainement pour ses exportations. Ce sont des secteurs riches mais sous-exploités. Madagascar vise ainsi à renforcer sa présence sur l'African Growth and Opportunity Act (Agoa). Selon Isidore Razafindrakoto, directeur général du Commerce au ministère de l'Industrialisation et du Commerce, « Madagascar vise à renouveler sa convention pour se réintégrer sur le marché de l'Agoa. C'est un marché très vaste et une opportunité à ne pas manquer ».

Du 24 au 26 juillet prochain, Madagascar participera au forum de l'Agoa à Washington DC, représenté par le ministère de l'Industrialisation et du Commerce. Bien que l'Agoa arrive à échéance en 2025, Madagascar espère renforcer ses secteurs clés grâce à la reconduction de cet accord préférentiel.

Parmi ces secteurs, l'artisanat connaît une évolution progressive significative. Il regroupe quatorze filières telles que la pierre, le raphia, les sculptures, et autres, avec cent soixante-quatre métiers exploitables. Par ailleurs, Madagascar bénéficie de conditions écologiques favorables au développement de la culture des plantes aromatiques et à la production d'huiles essentielles, secteurs prometteurs en termes de revenus.

Sur la Grande Île, huit sites sont particulièrement actifs dans la production d'arômes, notamment dans les régions d'Alaotra-Mangoro, Diana, Bongolava, Sava, Vakinankaratra, Atsimor-Atsinanana, Vatovavy, Fitovinany et Atsinanana. Selon les données de l'EDBM, les revenus de l'État issus de la filière ont dépassé les 8 millions de dollars en 2020 et devraient atteindre environ 65 millions d'ici 2030.

Quant à l'agribusiness, les pépinières industrielles du programme One District, One Factory jouent un rôle crucial. Dans le cadre de la politique industrielle nationale, les autorités malgaches visent à promouvoir l'industrialisation. Le projet ODOF, une initiative du ministère de l'Industrialisation et du Commerce, vise à transformer les produits locaux des agriculteurs pour éviter la surproduction et les pertes financières des artisans.

Selon le directeur général du Commerce au MIC, « la convention de marché avec l'Agoa représente une opportunité pour les petites et moyennes entreprises dans ces secteurs ». Le marché de l'Agoa offre un potentiel estimé à 600 millions de clients, constituant une convention clé pour renforcer l'économie malgache.

Black-out à Toamasina - Les activités économiques presque à l'arrêt

MIANGALY RALITERA | 19 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le calvaire des clients de la Jirama dans la ville de Toamasina se prolonge. Les travaux de réparation de la panne sont compliqués.

Plus de 24 heures de coupure de courant à Toamasina. La famille de Bruno Razafindrazaka, habitant de Toamasina, a dû consommer hier les 5 kilos de crevettes qu'elle avait achetés pour une réception en famille prévue ce dimanche. « Nous n'avons pas de moyens pour les conserver. Tout Toamasina est privé d'électricité depuis hier (ndlr : jeudi). Ceux qui ont un groupe électrogène ne l'utilisent que temporairement », raconte ce père de famille.



D'autres ménages ont jeté de la nourriture comme des poissons, du jus naturel qu'ils avaient conservés dans leurs réfrigérateurs. « Ils ont commencé à pourrir », regrette Ambre, une mère de famille. Dans les restaurants, plusieurs menus proposés à la carte ne sont pas disponibles. « Impossible de préparer certains plats, comme les pizzas et tout ce qui passe au four, avec cette coupure de courant », note le gérant d'un restaurant. Il se plaint de la grosse perte générée par cette coupure. « Nous sommes obligés de vider les congélateurs et de vendre à perte », lancent des entrepreneurs-restaurateurs.

Des usines de production sont à l'arrêt. « Une seule journée d'interruption de production aura d'importants impacts. Cela va provoquer un retard dans la livraison de commandes et des dépenses supplémentaires », explique une source auprès d'une usine de production

d'huile essentielle et d'épices. À la mairie, la délivrance de certaines paperasses administratives, comme les actes d'état civil, est interrompue. « Cela concerne surtout les renouvellements, mais un kit solaire est disponible pour imprimer les nouvelles demandes d'acte d'état civil », explique Gilbert Razafindraibe, directeur auprès de la commune urbaine de Toamasina.

Pas encore résolu

Cette coupure d'électricité provoque également une coupure d'eau. La file d'attente est longue devant les distributeurs d'eau de l'Organisation non gouvernementale (ONG) Ranontsika, où un bidon d'eau coûte 2 000 ariary. « Les consommateurs ont augmenté », affirme une source auprès de cet organisme.

Cette ville portuaire est en black-out depuis jeudi après-midi. Le problème qui a provoqué cette grosse panne d'électricité n'est pas encore résolu. La Jirama souligne la difficulté des travaux. « Les techniciens de la Jirama sont toujours en plein travaux de réfection des câbles grillés. Lors du retrait des câbles défectueux, d'autres câbles défectueux ont été trouvés », informe la Jirama. Elle affirme qu'une partie des clients sera réalimentée en électricité hier soir et que les travaux vont se poursuivre ce jour pour d'autres clients.

Coupure de courant dans le Tana-Sud

Plusieurs quartiers du Tana-Sud sont privés d'électricité depuis hier matin. Le disjoncteur du départ Tana-Sud a explosé, selon la Jirama. Cela a engendré des coupures de courant dans plusieurs quartiers. Des travaux ont permis de rétablir l'alimentation en électricité dans certains quartiers. Mandroseza, Ambohidraserika, Fenomanana, Ampamantànana, Androntra, Ivanja, Ambohitsoa, Ambohimanatrika, Ambodivoanjo, Ankaraoabo, Ifarihy, Tanjombato, Malaza, Volotara, Mahalavolona, Bevalala, Soavina, Iavoloha, Namontana, Andoharanofotsy, Tanjombato, Ankadimbahoaka, Soavina devront patienter.